

P. 6 Grand format
Un partenariat
pour réduire
la consommation d'eau

P. 8 D'intérêt général
Quand l'IA simplifie
la vie des collectivités

P. 12 Traits d'union
Un bâtiment
écoresponsable
au service
de la logistique

postéo

HAUTS-DE-FRANCE





Georges de Wazières, délégué régional du groupe La Poste en Hauts-de-France

Les impacts du changement climatique sont multiples. Ils affectent les bâtiments et les infrastructures, les écosystèmes, la santé et les modes de vie. À titre d'exemple, 2024 a été l'une des dix années les plus pluvieuses et l'une des cinq années les plus chaudes jamais enregistrées en France métropolitaine. Ces événements extrêmes ont eu de graves répercussions sur les populations et les écosystèmes.

Le groupe La Poste s'est fixé pour objectif zéro émission nette d'ici à 2040. Pour cela, le groupe intensifie ses actions de réduction de l'empreinte carbone de ses activités.

802 véhicules postaux électriques assurent des livraisons en Hauts-de-France (1).

134 consignes Pickup en Hauts-de-France fonctionnent à l'énergie solaire (1).

(1) À fin octobre 2025.

Dans ce numéro de Postéo Hauts-de-France, vous découvrirez des illustrations concrètes de cet engagement. C'est le cas notamment de l'hôtel de logistique urbaine (HLU) de Lezennes, véritable modèle de bâtiment écoresponsable au service de la logistique.

Je profite également de ce numéro pour vous informer que le contrat de présence postale territoriale 2023-2025 prendra fin le 31 décembre 2025. Le décret du 5 mars 2007, relatif au fonds postal national de péréquation territoriale, prévoit la possibilité d'une tacite reconduction par période d'un an. Les trois signataires, l'État, l'AMF (Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité) et La Poste ont décidé de reconduire le contrat jusqu'au 31 décembre 2026.

Bonne lecture.

HAUTS-DE-FRANCE

Facteur de fierté

207

facteurs-guichetiers assurent les services d'un bureau de poste et la distribution du courrier en Hauts-de-France à fin octobre 2025.

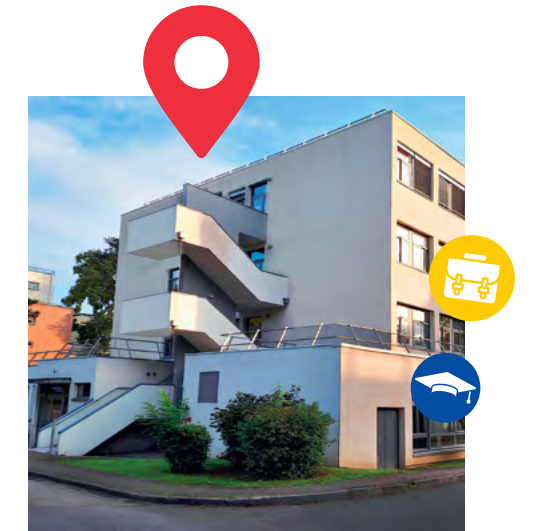


ENGAGEMENT

L'inclusion au cœur du partenariat

La Poste en Hauts-de-France et l'Udapei(1) Les Papillons blancs du Nord ont signé une nouvelle convention de partenariat en faveur des personnes en situation de handicap. Ce geste fort illustre l'engagement social et sociétal du groupe La Poste, qui agit concrètement pour l'inclusion et la cohésion territoriale. Il s'inscrit dans le programme Alliance Dynamique, pour rapprocher La Poste des acteurs de l'économie sociale et solidaire (ESS). La convention repose sur quatre axes : le numérique, pour favoriser l'inclusion; l'immobilier, pour adapter les espaces aux besoins spécifiques des Papillons blancs; la transition énergétique, pour inscrire les actions dans une démarche écoresponsable; mais également l'accompagnement des personnes en situation de handicap dans leur accès à l'emploi, au logement ou à la santé.

(1) Union départementale des associations de parents d'enfants inadaptés.



ATTRACTIVITÉ

L'immobilier au service des territoires

La Poste Immobilier transforme ses locaux vacants en leviers de dynamisme territorial. À Amiens, un bâtiment postal libéré est mis à disposition, de manière transitoire, de l'entreprise VPSitex, qui y installe des logements temporaires pour des actifs ou des étudiants. Ce dispositif d'urbanisme transitoire permet d'occuper utilement les lieux, en attendant un projet de transformation plus ambitieux, comme la création de logements pérennes. Ces baux symboliques, proposés dans le cadre de la stratégie RSE du groupe La Poste, soutiennent des projets à impact social et environnemental, évitent la vacance immobilière et renforcent le lien avec les acteurs locaux. C'est une action concrète au service des territoires.



postéo HAUTS-DE-FRANCE

Le cahier régional de Postéo est édité par la délégation régionale du groupe La Poste en Hauts-de-France.

Directrice de la rédaction : Marie Lac. Rédacteur en chef : Laurent Legendre. Rédactrice : Christelle Pommart. Crédits photo : médiathèque du groupe La Poste. Pages nationales - Directrice de la publication : Marie-Aude Dubanchet. Directrice de la rédaction : Fabienne Rougeot. Rédactrice en chef : Aurélie Dehecq. Crédits photo : Adobe Stock, Éric Audras-Getty Images, médiathèque du groupe La Poste, DR. Mentions légales La Poste. Conception et réalisation : HAVAS Paris. Imprimerie : Altavia. Imprimé en France. Dépôt légal : novembre 2025. Ce produit est composé de matériaux recyclés et de matériaux provenant d'autres sources contrôlées. Dans cette publication, le masculin est le plus souvent utilisé comme représentant des deux sexes sans discrimination à l'égard des femmes et des hommes, et dans le seul but d'alléger le texte. Pour contacter la rédaction de Postéo : Le groupe La Poste - Direction de la communication - CP B706 - 9, rue du Colonel-Pierre-Avia - 75757 Paris Cedex 15.



La version numérique de ce document est conforme aux normes pour l'accessibilité des contenus du Web, les WCAG 2.2, et certifié ISO 14289-1. Son ergonomie permet aux personnes handicapées moteurs de naviguer à travers ce PDF à l'aide de commandes clavier. Accessible aux personnes déficientes visuelles, il a été balisé de façon à être retranscrit vocalement par les lecteurs d'écran, dans son intégralité, et ce à partir de n'importe quel support informatique.

Version e-accessible par DocAxess

Chiffre clé

214 598

repas livrés par les facteurs, en 2024, dans les Hauts-de-France.

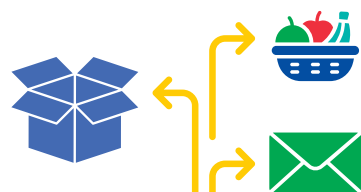
Chiffre clé

158

sites postaux accueillent l'examen du Code de la route dans les Hauts-de-France, à la fin 2025.

L . A R . É . G . I . O . N

L . A R . É . G . I . O . N



PROXIMITÉ

Une consigne multiservice

Le congrès AMF62⁽¹⁾, qui s'est tenu le 2 octobre dernier, à Calais, a réuni les maires et les présidents d'intercommunalité du Pas-de-Calais. La Poste a profité de cette dixième édition pour présenter ses services et mettre en avant l'accompagnement proposé aux collectivités. À cette occasion, la nouvelle consigne multiservice Fresh, de Pickup, filiale du groupe La Poste, a été dévoilée. Ce point de retrait innovant propose trois services en un : le retrait et le dépôt de colis, le retrait en click and collect de produits secs ou frais préparés par les commerçants ou les associations de quartier, et la vente de produits frais locaux, disponibles en libre-service. Un véritable hub de services de proximité pour les commerçants comme pour les clients !

(1) Association des maires et des présidents d'intercommunalité du Pas-de-Calais.



NUMÉRIQUE

Sensibilisation à la cybersécurité

À la fin du mois de septembre, La Poste a réuni des élus, des professionnels et des partenaires autour du sujet de la cybersécurité, à la plateforme de préparation et de distribution courrier (PPDC) de Liévin. Cet événement a mis en lumière un enjeu devenu crucial : se protéger efficacement contre les cyberattaques, dont la fréquence et la sophistication ne cessent de croître. L'intervention de la DCSI⁽¹⁾ a rappelé l'importance de la vigilance humaine face aux cybermenaces. Docaposte, filiale du groupe La Poste, a présenté le Pack Cyber, solution modulable adaptée aux besoins des collectivités, des établissements de santé et des entreprises. Les échanges ont démontré l'intérêt d'une mobilisation collective pour bâtir une résilience numérique territoriale. La Poste confirme son rôle de partenaire de confiance pour accompagner les acteurs publics dans leur sécurisation digitale.

(1) Direction générale de la sécurité intérieure.

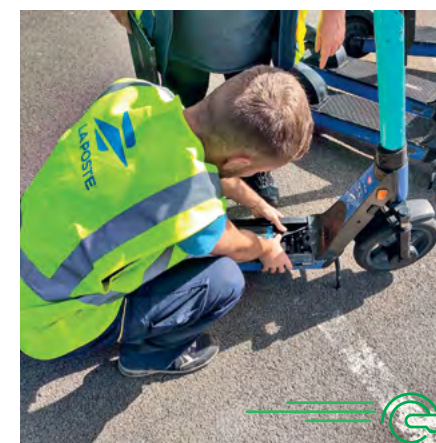


SOLIDARITÉ

Favoriser l'inclusion numérique

Dans le cadre de la troisième édition du prix Ceser⁽¹⁾ des dynamiques et solidarités rurales, La Poste a souhaité récompenser l'association Le Pied @ L'étrier. Située dans l'Aisne, cette association répond à des besoins concrets d'inclusion numérique, d'accès aux démarches administratives et d'accès au matériel informatique pour les foyers les plus modestes. Des sujets sur lesquels La Poste est très engagée au travers des bureaux de poste labellisés France services, d'ateliers numériques ou de don de matériel. Ce prix de 5 000 euros permet de soutenir les acteurs locaux, les associations et les collectivités qui œuvrent dans l'intérêt des populations. Partenaire de la première heure, La Poste est fière d'encourager et de valoriser des initiatives innovantes en milieu rural.

(1) Conseil économique, social et environnemental régional.



ÉCOMOBILITÉ

Un entretien écoresponsable

Depuis le 15 septembre, La Poste intervient au bénéfice de la ville de Beauvais en prenant en charge la gestion complète des trottinettes électriques Pony. Grâce à l'offre Bemobi, les équipes de la plateforme Services-Courrier-Colis de Beauvais assurent, du lundi au samedi, la maintenance et la disponibilité des 150 trottinettes déployées sur le territoire : changement de batteries, déploiement, récupération pour réparation, déplacement et recharge. Cette prestation, réalisée avec un véhicule électrique, illustre l'engagement de La Poste pour une mobilité douce, durable et utile à la collectivité. Après Lille, Beauvais devient le deuxième territoire des Hauts-de-France à bénéficier de ce service innovant, déjà présent dans des villes comme Paris, Marseille ou Bordeaux.

Un partenariat pour réduire la consommation de l'eau

Sensibiliser les habitants à une consommation plus responsable et favoriser des économies concrètes, tel est l'objectif de la mission confiée à La Poste par Veolia sur les territoires de la Communauté urbaine d'Arras (CUA) et de la Métropole européenne de Lille. Les facteurs assurent une remise commentée de kits écogestes pour l'eau auprès de 70 000 foyers. Une opération qui s'est terminée en octobre 2025 pour les 7 000 foyers de la CUA, et prévue jusqu'en avril 2026 pour 63 000 foyers de Lille et Roubaix. La campagne s'adapte aux spécificités locales. Chaque territoire bénéficie d'un dispositif sur mesure, grâce à une organisation logistique adaptée. Cette mission illustre la capacité de La Poste à répondre localement aux défis de la transition écologique, en s'appuyant sur son maillage territorial et la confiance que lui accordent les collectivités.



Noémie Battiau, factrice, remet le kit écogestes pour l'eau et explique son fonctionnement.



« Lorsque Veolia nous a sollicités, nous avons compris qu'il s'agissait d'une opportunité pour affirmer notre soutien à une véritable mission de service public, avec un impact concret sur les gestes du quotidien. Ce qui m'a marqué, c'est l'enthousiasme des équipes dès les premières réunions. On parlait d'eau, d'écologie, de lien avec les habitants. Nous avons construit le projet avec Veolia en tenant compte de sa volonté de faire passer un message et d'élaborer la prestation de remise du kit, de l'impression du flyer à la gestion logistique. La Poste a cette force d'être présente partout, avec des femmes et des hommes qui connaissent leur territoire et qui s'engagent toujours avec cœur. »

Fabiano Tunno,
responsable commercial grands comptes à la direction de La Poste

« À la suite du plan de l'eau de la communauté urbaine, un kit de sensibilisation a été mis en place pour répondre aux enjeux de la sobriété sur le territoire en visant une réduction de 10% des consommations d'eau. Ces mesures d'économie sont liées au changement climatique, au développement économique et à l'évolution démographique, avec une raréfaction de la ressource en eau sur des périodes de tension, surtout l'été. Ce kit, pratique et simple d'usage, aura un effet sur les consommations domestiques. Nous avons ciblé les quartiers de logements collectifs où un seul compteur est installé. Dans le cadre du futur contrat de délégation de service public de l'eau recevront un kit. »

Patrick Lemaire,
vice-président de la Communauté urbaine d'Arras en charge de l'eau et de l'assainissement

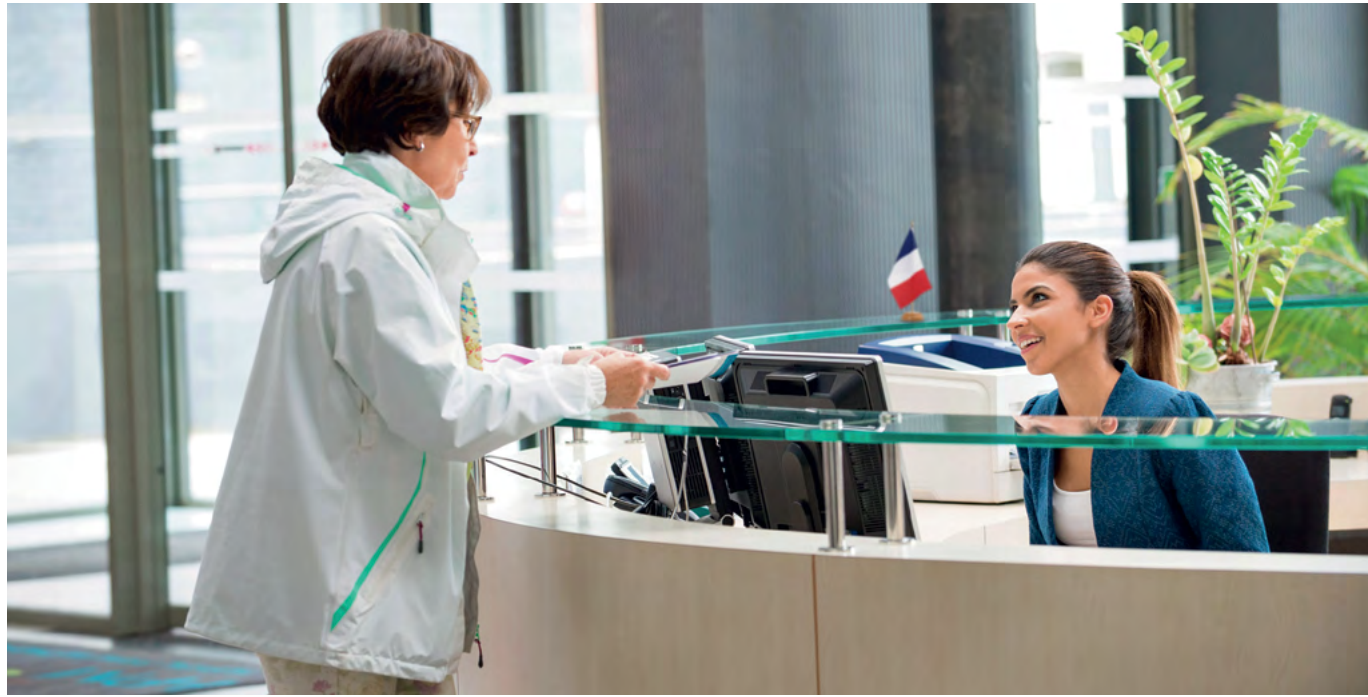


« La Société des eaux du Grand Arras est une société dédiée, créée à la demande de la Communauté urbaine d'Arras pour exploiter les réseaux d'eau potable et d'assainissement. Au regard des changements climatiques et des problèmes de ressource en eau, notre plan de communication aborde de nombreux thèmes dont celui de la sobriété. Une des premières étapes consistait à distribuer des kits auprès d'un panel d'habitants pour les sensibiliser. Pour cela, nous avons pris contact avec La Poste. Votre relation de proximité et de confiance avec l'ensemble des usagers nous a permis de toucher 7 000 abonnés d'Achicourt, d'Arras et de Saint-Nicolas. »

Prisca Gaubert,
directrice de territoire Artois-Cambrésis-Hainaut et présidente de la Société des eaux du Grand Arras

7 000
foyers de la CUA ont reçu le kit écogestes afin d'être sensibilisés aux économies d'eau, à fin octobre 2025.





Quand l'IA simplifie la vie des collectivités

Dématérialiser les courriers, automatiser la rédaction d'actes ou retranscrire les conseils municipaux : les usages de l'intelligence artificielle (IA) se multiplient dans les collectivités, et l'IA devient un levier concret de simplification administrative et de modernisation du service public. À condition d'être déployée dans un cadre éthique et souverain...

Entre promesse technologique et réalité opérationnelle, l'intelligence artificielle s'impose peu à peu dans les mairies, intercommunalités et départements. D'après le baromètre de l'Observatoire Data Publica 2025 (voir encadré), 77% des collectivités de plus de 3 500 habitants ont mis en œuvre un projet d'IA ou prévoient de le faire dans l'année, contre 51% en 2024. Parce qu'elle redéfinit et simplifie la gestion administrative, l'IA est devenue un outil incontournable de la transformation numérique interne des collectivités, qui cherchent à optimiser leurs processus et à améliorer le service aux citoyens. Production de documents, retranscription d'assemblées, anonymisation des données sensibles, instruction de dossiers... Les usages se diversifient, et l'IA s'impose comme un levier concret pour gagner du temps, fiabiliser les procédures et recentrer les agents sur leurs missions essentielles. Pour répondre à ces besoins, plusieurs acteurs du numérique de confiance développent des solutions

adaptées, alliant humain et technologie. C'est dans cet esprit que Docompost, filiale du groupe La Poste, propose à travers FAST Solutions une gamme de solutions d'IA destinées aux collectivités de toutes tailles. Comme FAST-PubliAct, un service pensé pour répondre au décret du 7 octobre 2021 rendant obligatoire pour les collectivités de plus de 3 500 habitants de publier leurs actes administratifs sur leur site Web à compter du 1^{er} juillet 2022. Grâce à un module d'IA conforme au RGPD⁽¹⁾, les données sensibles des actes réglementaires publiés par la solution sont anonymisées.

Une IA de confiance pour les collectivités

Face à ces enjeux de transparence et de conformité, les collectivités ont besoin d'être accompagnées par des partenaires de confiance, qui développent des solutions en adéquation avec leurs valeurs et les services d'utilité publique qu'elles proposent.

D'autant que, selon le baromètre de l'Observatoire Data Publica 2025, 91% des Français exigent que les données publiques soient hébergées en France ou dans l'UE, et 64% font confiance à leur commune ou à leur intercommunalité pour bien utiliser et gérer leurs données. Un contexte de vigilance accrue sur la souveraineté numérique et la protection des données qui pousse les collectivités à privilégier des partenaires nationaux, dont l'ADN s'inscrit dans une approche éthique de l'IA. Hébergement 100% français, conformité RGPD, certification SecNumCloud... De VoxIA – qui facilite la gestion des réunions en retranscrivant les échanges et en générant automatiquement des comptes rendus et des synthèses personnalisées pour chaque participant – à PubliAct, qui permet, par exemple, à la commune de Longjumeau (91) d'anonymiser les données sensibles des actes administratifs en ligne avec une grande réactivité, en passant par l'Assist'Act – un assistant intelligent pour épauler les agents dans la recherche d'informations –, toutes les solutions FAST reposent sur un cadre souverain et transparent. Et positionnent Docompost comme un acteur public de confiance.

(1) Règlement général sur la protection des données.

Fluidifier le traitement des courriers grâce à l'IA



À Poissy, dans les Yvelines, la modernisation des outils administratifs est entrée dans le concret, avec la mise en place de FAST-Courrier à la fin 2024, une solution Docompost dédiée à la gestion dématérialisée du courrier. La commune, qui traite plus de 15 000 courriers par an répartis sur 82 entités et 130 agents, cherchait à simplifier ses processus internes et à accélérer la circulation de l'information. « On avait besoin de fluidifier nos échanges, pour les usagers comme pour les agents », explique Aline Habert, directrice de la stratégie numérique. Connectée au parapheur électronique FAST-Parapheur, FAST-Courrier assure désormais un circuit unique, traçable et sécurisé, de la réception à la signature. Résultat : des délais de traitement réduits, un suivi unifié du cycle de vie documentaire et une nette amélioration de la qualité du service rendu aux administrés.

Témoignage

« FAST-PubliAct a été facile à déployer et a nécessité peu de formation. Il nous a permis d'être conformes à la réglementation qui nous oblige à publier les actes administratifs sur le site Internet de la ville. La solution nous a aussi apporté un gain de temps considérable dans la centralisation des actes. »

Gladys Chiès,
responsable du secrétariat général de la ville de Longjumeau (Essonne)

Data et IA : les collectivités passent à l'échelle

L'édition 2025 de la note de conjoncture « Data, IA et cybersécurité dans les territoires », publiée par le groupe La Poste et la Banque des Territoires en s'appuyant sur les résultats du baromètre de l'Observatoire Data Publica, confirme une accélération nette : 69% des collectivités s'appuient désormais sur la donnée pour piloter leurs politiques publiques (+ 10 points en un an). Conséquences : l'IA générative gagne du terrain et s'impose désormais dans les tâches de support (rédaction, synthèse, recherche documentaire). Mais cette montée en puissance s'accompagne d'un besoin massif de formation : 60% des collectivités expriment un besoin d'acculturation et de formation à l'IA. Les communes de La Chapelle-Heulin (44) et de Croissy-sur-Seine (78) ont, par exemple, suivi une formation dispensée par Docompost Institute⁽¹⁾. Parce que transparence et supervision humaine sont les nouveaux marqueurs d'une IA publique de confiance, le groupe La Poste s'engage à travers Docompost Institute en proposant des modules de sensibilisation aux enjeux de l'IA de confiance et des ateliers de coconstruction des usages avec les agents territoriaux.

(1) Organisme de formation professionnelle certifié Qualiopi.



DÉCOUVREZ LA NOTE DE CONJONCTURE EN SCANNANT CE QR CODE

CRÉER UN NUMÉRIQUE DE CONFIANCE POUR LES COLLECTIVITÉS

Plus les collectivités se digitalisent, plus elles ont besoin d'un numérique de confiance et de maîtriser leurs données. Docaposte, filiale du groupe La Poste, les accompagne pour sécuriser les données sensibles et renforcer l'efficacité de l'action publique.



Plus de **150 millions** de signatures électroniques chaque année



14 millions d'électeurs utilisant les solutions de vote électronique



Plus de **12 millions** de coffres-forts Digiposte



8 millions d'Identités Numériques La Poste



7 millions de lettres recommandées électroniques



1,1 million d'actes transmis en préfecture par les collectivités avec FAST-ACTES



14 000 convocations aux conseils municipaux et réunions envoyées par 422 collectivités avec le porte-documents numérique FAST-Élus

Traits d'union

#décarboner

La Poste fait le choix d'un développement responsable pour limiter les impacts de ses activités sur l'environnement. La création écoresponsable d'un HLU, le financement de projets à impact et la réutilisation du matériel informatique en sont des exemples concrets.

P. 12

#dynamiser

Présente au cœur des territoires, La Poste propose aux Français une proximité unique. À travers sa mission d'aménagement du territoire, La Poste adapte ses formats de présence aux besoins de la population. C'est le cas de La Poste relais à l'Esat de Tétéghem.

P. 14

#accompagner

L'omniprésence du numérique et la digitalisation des démarches administratives bouleversent aujourd'hui les liens sociaux. La Poste agit pour l'inclusion numérique afin d'éviter l'exclusion des personnes les plus fragiles.

P. 15



#décarboner

Le HLU, un modèle de bâtiment écoresponsable au service de la logistique

Parmi les projets emblématiques portés par La Poste Immobilier, foncière du groupe La Poste, l'hôtel de logistique urbaine (HLU) de Lezennes, au sein de la Métropole européenne de Lille, incarne pleinement les ambitions du groupe en faveur d'une logistique décarbonée et durable.

Implanté sur une friche industrielle réhabilitée, ce bâtiment conjugue performance logistique et exemplarité environnementale. Conçu à partir de matériaux recyclés, dont ceux issus de la démolition de l'ancien centre de tri postal, le bâtiment bénéficie d'une isolation renforcée, intègre un système de chauffage hybride incluant des panneaux photovoltaïques en autoconsommation et la géothermie, ainsi qu'une toiture végétalisée.

Grâce à la gestion technique du bâtiment, les consommations sont pilotées en temps réel. En réponse aux objectifs du décret tertiaire et du zéro artificialisation nette (ZAN), une microforêt d'essences locales et des zones réservées à la mobilité douce (vélos et véhicules électriques) complètent le site. Le bâtiment se distingue par sa modularité. Le rez-de-chaussée est destiné aux activités de La Poste. Les premières équipes dédiées à la gestion du courrier ont commencé à s'y installer en septembre 2025. L'étage propose 12 cellules de 500 m², accessibles aux camions via une rampe unique, qui seront louées à des PME/PMI locales. Ce modèle réversible anticipe les évolutions d'usage et garantit la pérennité de l'infrastructure. Il illustre l'engagement du groupe La Poste pour une logistique urbaine durable, responsable et au service des territoires et de la transition écologique.



« L'hôtel de logistique urbaine de Lezennes est bien plus qu'un bâtiment. C'est un symbole de notre capacité à anticiper les besoins des territoires tout en répondant aux enjeux environnementaux et économiques. La plateforme logistique de Lezennes s'impose comme un démonstrateur du savoir-faire du groupe La Poste en matière de reconversion de friches industrielles. »

Camille Gehin,
directrice générale
de La Poste Immobilier



« Ce premier hôtel de logistique urbaine à étage de la métropole est une réalisation audacieuse dont nous sommes fiers d'avoir accompagné l'émergence. Il incarne une réponse innovante aux enjeux fonciers et participe à la redynamisation de la zone du Hellu, à Lezennes, parc d'activités historique et stratégique. Nous avons hâte de voir comment ce bâtiment exemplaire fonctionnera. Merci aux acteurs engagés pour ce projet audacieux, exemplaire et catalyseur de transformations. »

Matthieu Corbillon,
vice-président de la Métropole
européenne de Lille

18 000 m², c'est la superficie que couvre l'hôtel de logistique urbaine de Lezennes (12 000 m² au rez-de-chaussée et 6 000 m² à l'étage).



La Banque Postale finance la rénovation de l'éclairage public dans l'Aisne

L'Union des secteurs d'énergie du département de l'Aisne (Useda) a souhaité investir pour rénover l'éclairage public, avec un passage à la LED, plus économe et durable.

Pour financer ces travaux, elle a contracté, à la fin 2024, un prêt vert sur quinze ans, de 4,3 millions d'euros, auprès de La Banque Postale. Ce projet illustre la stratégie de La Banque Postale d'accompagner la transition

énergétique des territoires via des solutions de financement responsables. « Ce qui fait la différence, c'est notre proximité et notre capacité à comprendre les besoins des élus », souligne Gauthier Trochain, chargé d'affaires secteur public local à La Banque Postale. Cliente de longue date, l'Useda consulte systématiquement La Banque Postale lors de ses appels d'offres. Le prêt vert, adossé à des obligations durables, valorise l'action publique locale en faveur de l'environnement. Un financement utile, au service des citoyens.



Les diodes électroluminescentes, une technologie plus économe et durable pour les éclairages publics.

Une convention de coopération entre Emmaüs Connect et La Poste

Face à des ressources qui se raréfient et aux émissions de gaz à effet de serre, la sobriété et l'économie circulaire sont nécessaires pour un numérique plus frugal.

Allongement de la durée de vie, réparation, reconditionnement, dons à des associations, La Poste revoit ses processus liés aux usages du matériel informatique.

Partageant des intérêts et des valeurs communes autour de l'économie sociale et solidaire (ESS), Emmaüs Connect et La Poste en Hauts-de-France ont signé une convention de coopération. L'objectif est de mener une réflexion sur une filière solidaire de réemploi des équipements numériques et de permettre à La Poste d'intégrer le réseau des donateurs auprès de la filière LaCollecte.tech portée par Emmaüs Connect.



À gauche, Simon Maréchal, représentant Emmaüs Connect, et, à droite, Georges de Wazières, représentant La Poste.

#dynamiser

Des La Poste relais en Esat : l'inclusion et la proximité en action



Avec plus de 17000 points de contact, La Poste est le premier réseau de proximité en France. Au-delà des chiffres, c'est par sa capacité à innover et à s'ancrer dans les territoires qu'elle affirme sa mission de service public.

Dans la région, une nouvelle forme de présence postale incarne cette dynamique : les La Poste relais dans des établissements et services d'aide par le travail (Esat). Depuis les mois d'avril à Téteghem, de juillet à Sin-le-Noble et bientôt à Marcq-en-Barœul, ces relais pas comme les autres permettent aux clients – particuliers comme professionnels – d'accéder aux services essentiels : affranchissement, vente

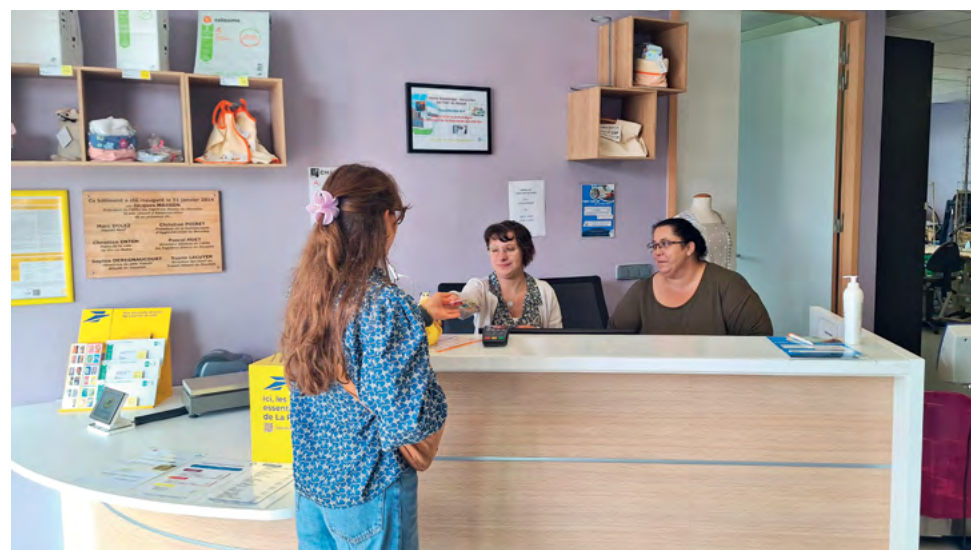
d'enveloppes et d'emballages, dépôt de courriers et de colis pour la France. Ouverts du lundi au vendredi, ils proposent un cadre chaleureux et humain. L'innovation va bien au-delà du service rendu. Ces relais sont animés par des travailleurs en situation de handicap, formés et accompagnés par leurs moniteurs d'atelier. « Ce partenariat avec La Poste valorise les capacités des personnes et favorise leur inclusion dans la cité », souligne David Beugniez, directeur général adjoint de l'Apei Les Papillons blancs du Douaisis. Ce dispositif s'inscrit dans un modèle partenarial ouvert, au plus près des besoins locaux, et dans une stratégie d'inclusion sociale portée par La Poste.

« Cette nouvelle convention de partenariat repose sur des valeurs fortes : la solidarité, l'utilité sociale et l'engagement commun. Depuis 2023, l'Udapei⁽¹⁾ 59 et La Poste en Hauts-de-France construisent ensemble des actions concrètes : les réparations de vélos que nous confie La Poste et l'ouverture de La Poste relais dans nos Esat à Téteghem, Sin-le-Noble et bientôt Marcq-en-Barœul en sont de belles illustrations.

Ces relais permettent à des personnes en situation de handicap de s'épanouir dans un cadre professionnel valorisant, tout en renforçant le lien avec les habitants. Ce partenariat illustre notre volonté partagée de bâtir une société plus solidaire, plus inclusive et plus humaine. »

Alain Croix, président de l'Udapei du Nord

(1) Union départementale des associations de parents d'enfants inadaptés.



2 La Poste relais sont installés au sein d'un Esat à Sin-le-Noble et à Téteghem.

#accompagner

La Poste, partenaire de l'autonomie numérique des seniors

À Rouvroy (Pas-de-Calais), La Poste s'engage aux côtés de la collectivité pour favoriser l'autonomie numérique des habitants.

Après avoir fait un don d'ordinateurs destinés à la maison solidaire de la commune, La Poste a participé au forum numérique organisé dans le cadre du projet « Seniors connectés », qui vise à faciliter l'autonomie numérique des plus de 60 ans. Elle a

présenté des solutions dédiées aux seniors : « Veiller sur mes parents » et la tablette Ardoiz. En juillet, La Poste a animé des ateliers organisés par la municipalité et destinés aux seniors de plus de 65 ans, afin de leur expliquer l'usage de la tablette et de leur apprendre à la manipuler en toute confiance. À travers ces engagements concrets, La Poste confirme son rôle de partenaire des collectivités pour une transition numérique inclusive.



La Poste accompagne les Français dans leurs démarches administratives

Le réseau France services s'est mobilisé du 6 au 18 octobre pour la cinquième édition des Journées France services.

Pour cette occasion, La Poste a organisé, au sein de ses bureaux de poste labellisés France services, des animations numériques avec les opérateurs nationaux. Ces journées valorisent les services destinés à accompagner les Français dans

leurs démarches administratives du quotidien en ligne. 36 bureaux de poste labellisés France services dans les Hauts-de-France proposent un socle commun de services en ligne de 12 opérateurs nationaux (La Poste, CAF, France Travail, Cnam, Cnav, MSA, Carsat, France Titres – Agence nationale des titres sécurisés –, Point Justice, DGFIP, Anah – Agence nationale de l'habitat – et Urssaf) en plus des activités postales habituelles.



Avec 36 bureaux de poste labellisés France services dans les Hauts-de-France, les démarches administratives sont facilitées au quotidien.

« Construire une IA de confiance, c'est construire une IA maîtrisée »

Coprésident du Conseil de l'intelligence artificielle et du numérique et directeur général adjoint de Docaposte, **Guillaume Poupard** plaide pour une intelligence artificielle sûre, souveraine et transparente. Avec une vision claire : construire une IA de confiance passe avant tout par la maîtrise de la donnée et par un ancrage technologique européen au service du secteur public.

MINI-CV

2000
Chef du laboratoire de cryptologie à la Direction centrale de la sécurité des systèmes d'information (DCSSI, devenue l'Anssi)

2010
Responsable des pôles sécurité des systèmes d'information et cybersécurité à la Direction générale de l'armement (DGA)

2014
Directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi)

Depuis 2023
Directeur général adjoint et membre du comité exécutif de Docaposte

2025
Coprésident du Conseil de l'intelligence artificielle et du numérique



RÉFLEXIONS

Comment construit-on une intelligence artificielle de confiance pour le secteur public ?

Le premier niveau, c'est la maîtrise de la donnée. Une IA ne peut être fiable que si les informations qu'elle manipule sont protégées, en particulier celles des collectivités locales. Cela passe par une cybersécurité solide et par le respect d'un cadre juridique clair : les données ne doivent jamais être soumises au droit non européen. C'est le sens même de la souveraineté numérique : garder la maîtrise de ses données, de ses infrastructures et de ses choix technologiques. Dans le privé, pour des applications de faible sensibilité, on peut parfois faire des compromis entre rapidité, coût et sécurité, même si la prudence doit toujours rester de mise. Le secteur public, lui, ne peut en général pas se le permettre : il doit être intraitable sur la souveraineté, la sécurité, la transparence et la qualité de la réponse. Cette exigence n'est pas un frein à l'innovation. Des acteurs européens comme Mistral AI, NumSpot⁽¹⁾ ou Docaposte montrent qu'on peut concilier performance et indépendance.

Quels sont les autres leviers d'une IA de confiance ?

La transparence. Une IA doit être explicable : les collectivités doivent pouvoir comprendre comment elle fonctionne, quelles données elle utilise, quels biais elle peut introduire. Chez Docaposte, nos solutions sont auditées en permanence, à livre ouvert. C'est ce niveau de transparence et de responsabilité qui crée la confiance et qui fait la différence avec les grands acteurs non européens.

Dès lors, le secteur public doit-il limiter sa dépendance aux Gafam ?

Le danger avec les Gafam, c'est leur stratégie d'enfermement : on commence par une suite d'outils logiciels et on finit par confier l'ensemble de son système d'information à un seul fournisseur. Pour l'éviter, il faut segmenter, diversifier, reprendre la main sur les projets et ne pas se laisser imposer des choix techniques. C'est plus exigeant, mais c'est le prix de la liberté.

Justement, en quoi Docaposte se positionne-t-elle comme une alternative « made in France » ?

Notre mission est d'être l'acteur de confiance du numérique, notamment pour les services publics, avec de nombreux services et solutions numériques. Nous avons également développé avec nos partenaires le cloud NumSpot, un environnement souverain et certifié, opéré en France et conforme aux standards de sécurité les plus exigeants. Il permet d'héberger des données sensibles – santé, éducation, collectivités – sans dépendre de solutions soumises au droit américain ou chinois. Pour nous, construire une IA de confiance, c'est construire une IA maîtrisée : une technologie au service de l'intérêt général, développée sur un socle français et européen, transparente dans son fonctionnement et sûre dans la gestion des données. Une IA qui n'échappe jamais à son utilisateur mais renforce sa capacité d'action.

(1) NumSpot est le fruit d'une alliance entre quatre grands acteurs privés et publics français réunis par l'ambition de développer une offre de référence de cloud souverain et de confiance : Docaposte (filiale numérique du groupe La Poste et chef de file du projet), la Banque des Territoires, Dassault Systèmes et Bouygues Telecom.